



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 23/05/2022

Reçu en préfecture le 23/05/2022

Affiché le



ID : 062-286200027-20220517-2022\_30-DE

## DÉLIBÉRATION

2022/30

### **SECRETARIAT DES CONSEILS MEDICAUX** **COUT DES DOSSIERS POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET ETABLISSEMENTS** **PUBLICS NON AFFILIES ET N'ADHERANT PAS AU SOCLE COMMUN DE COMPETENCES** **DU CENTRE DE GESTION DU PAS-DE-CALAIS**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 17 Mai 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

**Etaient présents** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Brigitte ROYER, Adjointe au Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHAR, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – Mme Denise BOCQUILLET, Conseillère Départementale.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le code général de la fonction publique et notamment ses articles L452-44 et L821-1 ;

**Vu** le décret n° 2022-350 du 11 mars 2022 relatif aux conseils médicaux dans la Fonction Publique Territoriale ;

Monsieur le Président rappelle que le Centre de Gestion du Pas-de-Calais assure les secrétariats du comité médical et de la commission de réforme, devenus secrétariat des conseils médicaux par le décret 2022-350 du 11 mars 2022, pour les collectivités territoriales et établissements publics non affiliés.

C'est la loi 2012-347 du 12 mars 2012 qui a transféré aux centres de gestion cette compétence, assurée auparavant par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS).

Dans le Pas-de-Calais, le transfert a été effectif au 1<sup>er</sup> juin 2013.

L'article L452-39 du code général de la fonction publique dispose que pour pouvoir bénéficier du secrétariat des conseils médicaux, les collectivités et établissements non affiliés doivent adhérer à un socle commun de compétences constitué dudit secrétariat, d'une assistance juridique statutaire, d'une assistance au recrutement d'une assistance en matière de retraite et plus récemment du référent laïcité.

Ces 5 missions constituent un appui technique indivisible, financées par le biais d'une cotisation. Celle-ci est assise sur la masse des rémunérations versées à leurs agents. A défaut, les collectivités et établissements non affiliés assurent eux-mêmes le secrétariat.

En 2013, les collectivités et établissements non affiliés du Pas-de-Calais n'ont pas souhaité assurer cette compétence et ont préféré la déléguer au Centre de Gestion.

Celui-ci n'était pas en mesure de proposer les 5 missions du socle et les collectivités et établissements non affiliés étaient peu enclin à verser au Centre de Gestion, une part de leur masse salariale.

Par souci d'efficacité et de continuité du service public, une convention de mise à disposition de personnels pour exercer les secrétariats du comité médical et de la commission de réforme, a été créée.

Cette convention s'inscrit dans le cadre de l'article L452-44 du code général de la Fonction Publique.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la ville de Béthune et son CCAS ont adhéré au socle commun de compétences.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la ville de Boulogne-sur-Mer et son CCAS ont également adhéré au socle commun de compétences.

Le 25 mai 2021, le Président du Centre de Gestion a écrit aux Maires, aux Présidents d'établissements publics et au Président du Conseil départemental pour leur rappeler les dispositions de l'article L452-39 du code général de la Fonction Publique.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les communes d'Arras et Lens ; les CCAS d'Arras et Lens ; la Communauté Urbaine d'Arras ; le SDIS 62 et le Conseil Départemental du Pas-de-Calais ; adhèrent au socle commun de compétences.

Aujourd'hui, la ville de Calais, le CCAS de Calais, Grand Calais et la Région des Hauts-de-France n'adhèrent toujours pas au socle commun de compétences.

Pour la Région, un groupe de travail s'est constitué autour du Centre de Gestion coordonnateur, seul habilité à percevoir la cotisation au socle commun, afin de trouver une solution pérenne.

Quant à la ville de Calais, son CCAS et Grand Calais, des échanges et une rencontre ont été organisés. Ceux-ci ont abouti à une reconduction de notre conventionnement pour une durée maximale d'un an.

A défaut d'adhésion au socle commun avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023, le Centre de Gestion du Pas-de-Calais n'assurera plus le secrétariat des conseils médicaux pour la ville de CALAIS, son CCAS et Grand Calais.

Le Conseil d'Administration,  
Après avoir entendu l'exposé de son Président,  
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* le Président à signer les conventions de mise à disposition de personnels, pour assurer le secrétariat des conseils médicaux des collectivités et établissements publics non affiliés et n'adhérant pas au socle commun de compétences du Centre de Gestion du Pas-de-Calais ;
- ♦ *FIXE* le coût du dossier, pour l'année 2022, à 170,00€ pour le Conseil Médical siégeant en formation restreinte et 170,00€ pour le Conseil Médical siégeant en formation plénière ;
- ♦ *PRECISE* que chaque dossier traité, qu'il soit finalisé ou pas (passage en séance), sera facturé au tarif en vigueur, soit 170,00€.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 17 mai 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY